



POLITIQUE DE COHÉSION

Investissements en 2021- 2027

Comité de suivi PO Région Sud

9 juillet 2019



L'avenir de la politique de cohésion : les nouveaux éléments de la programmation 2021-2027

Les objectifs stratégiques

Les anciens objectifs sont simplifiés et consolidés en **5 objectifs stratégiques**.

1. **Une Europe plus intelligente** (transformation innovante et intelligente de l'économie)
2. **Une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone** (y compris la transition énergétique, l'économie circulaire, l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques)
3. **Une Europe plus connectée** (mobilité et connectivité TIC)
4. **Une Europe plus sociale** (le socle européen des droits sociaux)
5. **Une Europe plus proche des citoyens** (développement durable des zones urbaines, rurales et côtières et initiatives locales)

Objectifs transversaux : renforcement des capacités administratives, coopération en dehors de la zone couverte par le programme



Renforcer l'articulation entre les défis recensés dans le cadre du semestre européen et le financement de la politique de cohésion

○ Un lien étroit selon deux axes

- L'analyse politique guide les investissements des fonds
- Les investissements des fonds produisent des résultats

○ Avantages escomptés

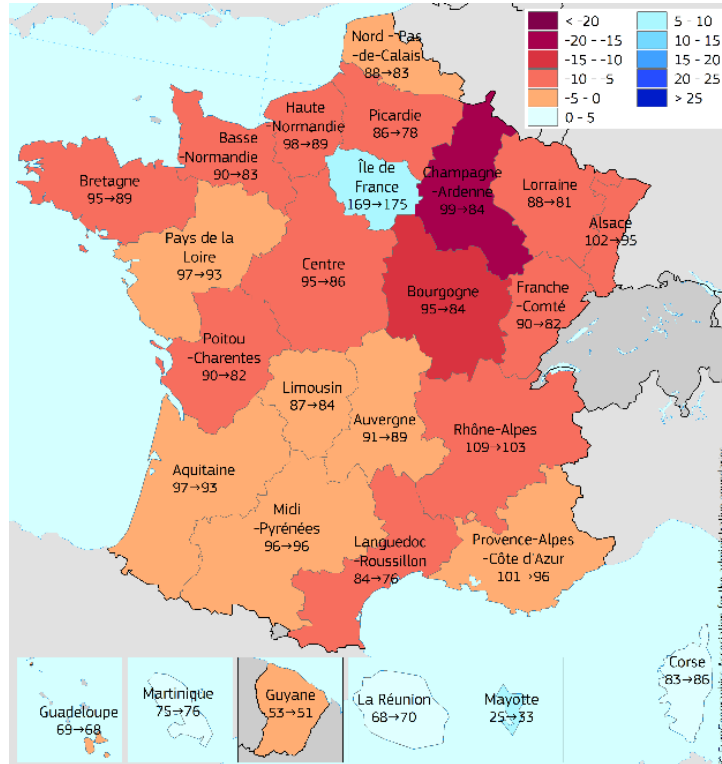
- Plus de cohérence entre les différentes politiques
- Un impact plus important et une meilleure sensibilisation des parties prenantes
- Transparence et responsabilité

○ Implications pour les éléments livrables du semestre européen

- Mettre davantage l'accent sur l'analyse du pays par la Commission européenne en 2019, en ce qui concerne les disparités régionales et territoriales
- Besoins d'investissement et orientations découlant de cette analyse



Les disparités régionales prises en compte par le semestre européen



Graph 1.9: Change in GDP per head (percentage points), France 2007-2016 – Regional convergence

(1) EU real GDP per head growth = 3.4 %. The values below the name of the regions are the values of the GDP per head of the regions relatively to the EU in 2007 and 2016. Depending on the date of statistical data, the names of the regions are still the ones existing in the former administrative organisation of the country.
Source: Eurostat, European Commission own calculations.

- Grande hétérogénéité interne qui implique des réponses et des stratégies adaptées et spécifiques
- PIB/hab en 2016 (vs moyenne EU): de 175% à 76%
- 2 régions dépassent la moyenne UE (IdF, Rhône-Alpes)
- Entre 2007 et 2016 : baisse du PIB/hab dans toutes les régions sauf IdF, Corse et la plupart des RUP
- Une région française a le second PIB/hab le plus faible de l'UE
- Exemples similaires pour RD&I,

compétitivité, émissions GES,

Les enveloppes FEDER/FSE et la concentration thématique en France

Allocations pour la France en prix courants : Totale 17 954 MEUR dont FEDER 9 654 MEUR

POUR LE FEDER : PO1 : 4 270 MEUR minimum (60%)*

PO1 + PO2 : 6 049 MEUR minimum (85%)

reste 3 605 MEUR pour les autres objectifs stratégiques

Urbain : 576 MEUR (6%), allocation spécifique RUP : 509 MEUR et CTE : 1106 MEUR

** En France métropolitaine, à l'exclusion des RUP*

POUR LE FSE+ : 7 194 MEUR

Les recommandations par pays — montant adéquat, qui peut comprendre:

Au moins 25 % pour l'inclusion sociale + : 1 799 MEUR

Au moins 2% pour la privation matérielle : 144 MEUR

Au moins 10 % pour l'emploi des jeunes : 719 MEUR

LE FONDS SOCIAL EUROPEEN EN 2021-2027 (FSE+)

Une Europe plus sociale

Objectif généraux

- *Socle européen des droits sociaux*
- *Lien renforcé avec les lignes directrices pour l'emploi et les recommandations par pays dans le cadre du semestre européen*
- *Volet emploi et innovation sociale*
- *Volet santé*



6. Les principaux défis liés à l'investissement en France (Annexe D au rapport pays)

- Bonnes performances en matière d'innovation mais la France ne fait pas partie des leaders de l'UE, activité entrepreneuriale inférieure à moyenne UE, faible taux de survie des jeunes PME (start-ups)
- Objectifs ambitieux de politique climatique mais cibles pas encore atteintes
- Connectivités digitales et physiques à améliorer dans les RUP
- Inégalités d'accès au marché du travail des groupes plus vulnérables - Qualité et résultats insatisfaisants de la formation professionnelle initiale et continue par rapport aux besoins du marché du travail - Inadéquation des compétences - Exclusion sociale., notamment dans les zones défavorisées - Infrastructures de santé et d'éducation dans les DOMs
- Nombreuses disparités et inégalités territoriales
- Collaborations régions et pays voisins et macro-stratégies



Priorités de la Commission pour le financement de la politique de cohésion 2021-2027 en France

Investissements prioritaires dans l'objectif stratégique 1:

- Renforcer les activités de RD&I sur base des RIS3
- Améliorer la collaboration recherche privée et publique
- Faciliter le recrutement de chercheurs qualifiés
- Soutenir la transformation et l'élaboration de nouvelles chaînes de valeurs
- Améliorer la numérisation des entreprises et des pouvoirs publics
- Soutenir la création et le développement de PME nouvellement créées
- Accroître la compétitivité et l'internationalisation des PME



Priorités de la Commission pour le financement de la politique de cohésion 2021-2027 en France

Investissements prioritaires dans l'objectif stratégique 2:

- Promouvoir les énergies renouvelables
- Contribuer à l'utilisation efficace de l'énergie
- Promouvoir la transition vers une économie circulaire
- Compléter la gestion de l'eau et des déchets dans les RUP
- Renforcer la biodiversité
- Lutter contre les effets négatifs du changement climatique et les risques naturels



Priorités de la Commission pour le financement de la politique de cohésion 2021-2027 en France

Investissements prioritaires dans l'objectif stratégique 3:

- Compléter le déploiement du Très Haut Débit dans les RUP
- Investir dans les transports visant à compenser les surcoûts dans les RUP
- Agir sur la mobilité entre territoires frontaliers voisins





Priorités de la Commission pour la période 2021-2027 — Financement de la politique de cohésion en France

Besoins d'investissement dans l'objectif stratégique 4:

- Améliorer **l'accès à l'emploi** de tous, y compris pour les groupes plus vulnérables et pour les personnes plus éloignées du marché du travail, y compris les NEETs, les personnes issues de l'immigration et les résidents des zones défavorisées,
- Promouvoir les possibilités de **formation** professionnelle initiale, y compris l'apprentissage, et **continue**, notamment pour les chercheurs d'emploi et les travailleurs peu qualifiés,
- Favoriser la **mise à niveau et reconversion professionnelles**, surtout dans les PME et TPEs
- Promouvoir **l'Inclusion active**, y compris **lutter contre la privation matérielle** pour les ménages plus à risque et **faciliter l'intégration** des personnes issues de l'immigration et des résidents des zones défavorisées
- Améliorer la qualité de **l'éducation**, lutter contre le **décrochage scolaire** et faciliter l'accès aux services de **santé** dans les régions ultrapériphériques



Priorités de la Commission pour le financement de la politique de cohésion 2021-2027 en France

Investissements prioritaires dans l'objectif stratégique 5:

- Promouvoir la cohésion des territoires en impliquant les acteurs pertinents et en combinant les ressources disponibles
- Recours aux outils de gestion des territoires (ITI, DLAL) dans le cadre d'une stratégie territoriale
- Soutenir la coopération transnationale et transfrontière et contribuer aux stratégies macro-régionales alpine et atlantique
- Renforcer l'intégration socio-économique des communautés marginalisées, des migrants et des groupes défavorisés
- Régénérer les zones urbaines défavorisées
- Combler le déficit d'infrastructures de santé et d'éducation
- Améliorer la gestion des ressources naturelles





Priorités de la Commission pour le financement de la politique de cohésion 2021-2027 en France

Facteurs favorisant une mise en œuvre efficace (1):

- Utiliser plus largement les instruments financiers et la synergie avec InvestEU
- Réduire le nombre de programmes
- Renforcer la mise en œuvre régulière et conforme à la législation
- Améliorer les capacités d'audit et les mesures de prévention de la fraude
- Implication et coordination avec les collectivités locales, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile



Priorités de la Commission pour le financement de la politique de cohésion 2021-2027 en France

Facteurs favorisant une mise en œuvre efficace (2):

- Bénéficier des enseignements des actions pilotes en faveur des régions industrialisées et des îles
- Consolider les capacités administratives des RUP
- L'innovation sociale et l'expérimentation de politiques devraient être promues autant que possible
- Cohérence / complémentarité entre les priorités d'investissement nationales et européennes



Priorités de la Commission pour le financement de la politique de cohésion 2021-2027 en France

Facteurs favorisant une mise en œuvre efficace du FSE+ (3):

- Simplification et démarrage plus rapide
- Système de coordination performant
- Recours à des options de coûts simplifiés
- Réduction du poids des contrôles et des audits
- Capacité administrative renforcée





Rappel des délais d'adoption de l'accord de partenariat et des PO en 2014-2020

- France parmi les Etats membres les plus rapides à soumettre les documents
- Accord de partenariat : soumis en janvier 2014
- PO : soumis entre mars et juillet 2014
- Adoption AP : août 2014
- Adoption des PO : entre octobre et décembre 2014
- A retenir pour 2021-2027: Préparation anticipée, respect des calendriers et dialogue partenarial soutenu et constructif



Conclusions et étapes suivantes

- La Commission est prête à entamer un dialogue informel, indispensable pour progresser autant que possible en 2019 et 2020
- Entamer un dialogue avec toutes les parties prenantes concernées (code de conduite)
- Plans de programmation des États membres pour fin juin 2019 (feuille de route)
- Séminaire technique avec les autorités de gestion, le 14 juin 2019 à Bruxelles
- Rencontre bilatérale avec les autorités centrales françaises , le 26 juin 2019 à Paris
- Objectif commun d'adoption de l'Accord de Partenariat et des programmes d'ici fin 2020